

Zeitschrift: ASMZ : Sicherheit Schweiz : Allgemeine schweizerische
Militärzeitschrift

Herausgeber: Schweizerische Offiziersgesellschaft

Band: 160 (1994)

Heft: 6

Artikel: Une armée de métier face aux défis modernes

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-63206>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

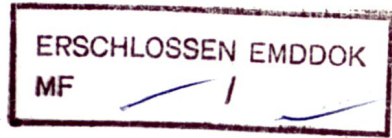
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une armée de métier face aux défis modernes

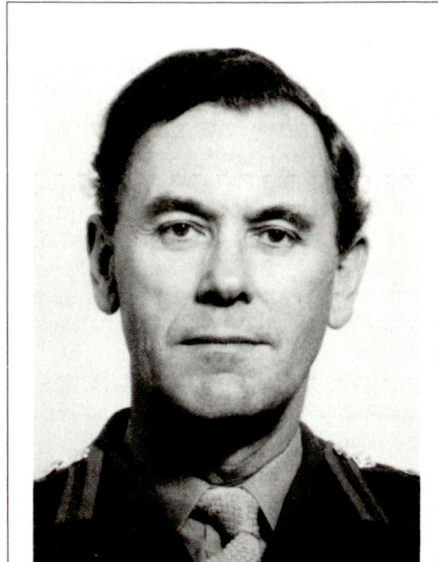


Généralités

Depuis la fin de la guerre froide et le démantèlement de l'union soviétique, les réductions continues des forces armées en Europe et l'établissement de mesures de coopération et de confiance mutuelle entre nous et nos anciens adversaires ont conduit à une réduction du risque de guerre. La menace immédiate et directe pour le Royaume-Uni et ses alliés a disparu et les délais d'alerte – nous espérons – peuvent, maintenant être mesurés en années et non plus en heures.

Cependant, dans le sillage de ces changements, des risques nouveaux et différents sont apparus; il suffit de regarder la situation dans les balkans ou les autres sources d'agitation. En Europe par exemple, plus encore, les instabilités régionales ainsi que la prolifération de missiles balistiques, des armes de destruction massive et des systèmes d'arme conventionnelle continuent à être une préoccupation. Nous estimons globalement que la menace pour le Royaume-Uni lui-même est beaucoup moindre que pendant la guerre froide. C'est pourquoi nous continuons la restructuration de nos forces armées pour répondre aux exigences de la nouvelle donnée stratégique.

La stabilité de l'Europe reste l'objectif premier en matière de sécurité pour le Royaume-Uni. Notre politique est de travailler pour une nouvelle architecture européenne de sécurité dans laquelle les institutions impliquées se complètent les unes et les autres. Nous considérons l'OTAN comme le socle de cette construction de sécurité dans la mesure où elle est la seule organisation qui offre les moyens militaires nécessaires pour appuyer ses garanties de sécurité. Grâce à une structure de consultation politique efficace, des forces assignées et un commandement intégré.



Barry Cox,
Colonel,
ancien officier d'état-major dans
un état-major militaire
de l'OTAN, Bruxelles

La politique de défense

Notre politique de défense est définie par trois rôles de défense. Ces rôles se recouvrent.

■ Assurer la protection et la sécurité du Royaume-Uni et de ses territoires même en l'absence de menace majeure extérieure.

■ Garantir le Royaume-Uni et nos alliés contre une menace extérieure majeure.

■ Contribuer au progrès de la sécurité au sens large du Royaume-Uni par le maintien de la paix et de la stabilité internationale.

L'ordre de présentation ne reflète pas les priorités. Ce cadre en trois rôles est le moyen de définir les objectifs dans les travaux de planification et de programmation.

Notre stratégie de défense continuera à s'appuyer sur des forces nucléaires ultime garantie de la sécurité de notre pays. Notre philosophie – et, comme vous le savez, celle de l'OTAN – s'appuie sur une triade de forces ou les forces conventionnelles et stratégiques sont liées par une capacité pré-stratégique. Dans le paysage de sécu-

rité en plein changement, nous considérons cette flexibilité comme importante pour le maintien d'une dissuasion efficace.

Protection du Royaume-Uni et ses dépendances

Chaque rôle de défense donne naissance à de nombreuses missions militaires. D'abord le rôle un: la protection et la sécurité du Royaume-Uni et de ses territoires même en l'absence de menace majeure extérieure. Ce rôle est défini dans six domaines.

1. La dissuasion nucléaire.
2. La sécurité du Royaume-Uni en temps de paix.
3. L'intégrité du Royaume-Uni en temps de paix.
4. L'engagement en Irlande du nord.
5. Le déploiement en temps de paix dans les territoires.
6. Des missions diverses tel que le cérémonial, par exemple.

Au sein de ce rôle, la tâche militaire qui constitue le plus grand engagement opérationnel de l'armée de terre en temps de paix est l'aide apportée au pouvoir civil en Irlande du nord c'est-à-dire l'appui de la police dans la province. Aujourd'hui, dix-huit unités du niveau du bataillon ainsi que divers éléments de spécialistes sont déployés en Irlande du nord. Cela fait un total de 19 000 soldats, hommes et femmes des trois armées.

Dans le cadre d'autres missions, beaucoup plus de personnes sont concernées par le maintien de la sécurité contre une menace terroriste réelle à la fois au Royaume-Uni et en Europe. L'aide militaire au pouvoir civil dans la lutte contre le terrorisme semble devoir rester une des grandes priorités.

Nous sommes aussi responsable de la sécurité dans les quatorze colonies et territoires, des garnisons sont maintenues à Gibraltar, dans les Iles Falkland et en Georgie du sud, à Chypre et à Hong Kong où la garnison actuelle sera progressivement retirée d'ici à 1997. Nous conservons également des

installations de défense dans l'Île de l'Ascension et à Diego Garcia dans l'Océan Indien.

Garantie du Royaume-Uni et des alliés contre une menace extérieure majeure

Le second rôle de défense fournit la garantie pour le Royaume-Uni et nos alliés contre une menace extérieure majeure. Pour nous cela signifie une sécurité collective au sein de l'alliance atlantique. Nous avons des obligations liées au traité de l'Atlantique nord mais nous avons le choix des moyens de défense à mettre en place pour les satisfaire.

L'OTAN a évolué pour affronter les défis et les risques de la nouvelle situation internationale et nous avons bien accueilli le nouveau concept stratégique. Nous voyons la création du Conseil de coopération de l'Atlantique nord comme une contribution essentielle à l'établissement du dialogue et de la coopération. La proposition d'un «partenariat pour la paix» trace une voie dans laquelle nous pouvons consolider et étendre la coopération bien que nous reconnaissons que cette proposition de partenariat pour la paix soulève de nombreuses questions pratiques qui doivent encore être abordées. Nous avons également totalement soutenu la décision innovatrice du Conseil de mettre ses moyens et son expertise au service des opérations de maintien de la paix sous les auspices de l'ONU ou de la CSCE.

Le concept stratégique de l'OTAN, basé sur le dialogue, la coopération et la capacité d'une défense collective efficace, a été l'aiguillon pour la mise en place de nouvelles structures de commandement et des forces qui sont importantes pour le Royaume-Uni quand il entrera en fonction en juillet prochain.

Les nouvelles structures des forces de l'OTAN se caractérisent par un niveau de force et un état de préparation moindres qu'auparavant, en résultat, l'OTAN a maintenant trois catégories de forces: les forces de réaction, les forces de défense principale, les renforts.

Nous apportons une contribution importante aux forces de réaction rapide et nous sommes le pays à la tête du corps de réaction rapide, ou ARRC, lui fournissant un total de quelques 55 000 hommes et un nombre important de réservistes. Comme son nom l'indique cette force est à un très haut niveau de préparation. Nous

fournirons le général commandant et une part importante de l'infrastructure de l'état major international; une division blindée stationnée en Allemagne en temps de paix; une autre division plus légèrement équipée et une brigade aéromobile toutes deux stationnées en Grande Bretagne. Nous participons également à la force amphibie Neerland/Britannique qui comporte une brigade commando et pourrait être déployée avec l'ARRC.

Pour ce qui concerne les forces de défense principales, ces dernières n'ont normalement pas besoins d'un aussi haut degré de préparation que les forces de réaction rapide mais elles fournissent une garantie contre une menace extérieure majeure par la démonstration de l'étendue des capacités militaires que les alliés peuvent mettre en œuvre. Nous mettrons à la disposition de ces forces défense principale une panoplie de forces.

La sécurité au sens large

Notre troisième rôle de défense est lié à la contribution de l'armée au progrès de la sécurité au sens large du Royaume-Uni par le Maintien de la paix et de la stabilité internationale. C'est ici que nous avons le plus grand choix aussi bien dans les interventions que nous entreprenons que dans les moyens à rassembler pour les satisfaire. Nous estimons que la menace, la présence ou l'usage de la force militaire, en alternance avec d'autres instruments diplomatiques et économiques, continueront d'être une composante utilisable et efficace de notre politique de sécurité générale.

Les missions militaires dans ce rôle sont partagées entre deux domaines. L'un est les déploiements et activités en temps de paix afin de contribuer à la paix et la stabilité internationale. L'autre est l'entretien de forces nationales pour une large gamme d'éventualités qui peuvent demander un éventail gradué d'options militaires allant de l'emploi de petites équipes des forces spéciales au déploiement d'une division avec appuis maritime et aérien.

Quelques unes des missions spécifiques à l'intérieur de ce rôle de défense comprennent la prévision d'une participation militaire aux opérations sous les auspices internationales, en particulier celles de l'ONU, de la CSCE, de l'OTAN ou de l'UEO sous mandat de l'ONU ou de la CSCE.

Nous pensons fort probable que le devoir pour la Grande Bretagne de

fournir des troupes de maintien de la paix à travers le monde persistera dans l'avenir. Nous portons une attention toute équilibrée entre les forces et la capacité qui doivent être fournies rapidement dans le cas d'une crise potentielle et celles qui seraient nécessaires dans un stade ultérieur.

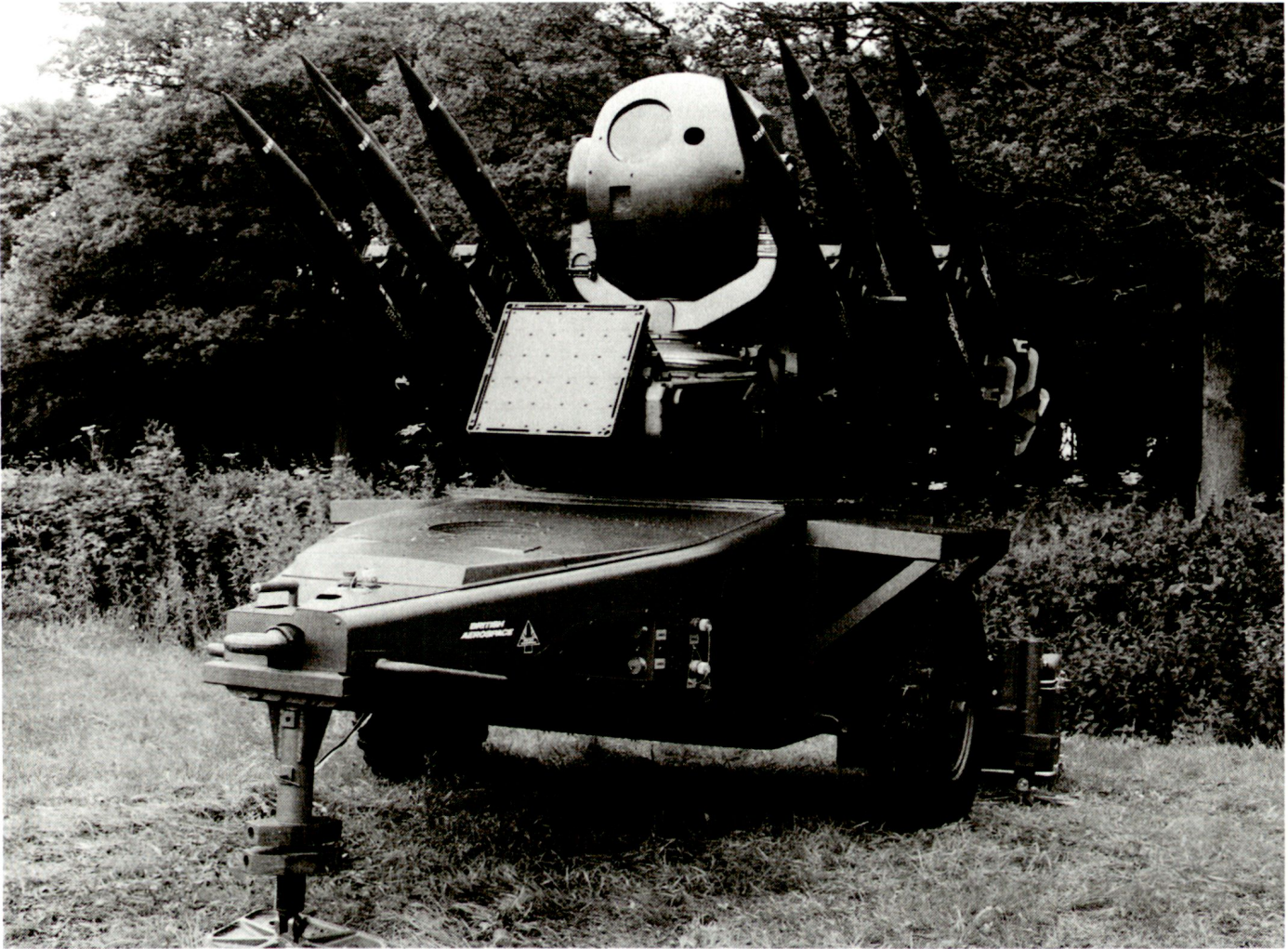
Nous devons également maintenir l'équilibre correct entre nos responsabilités en tant que membre permanent du Conseil de sécurité et la nécessité de ne pas surcharger les forces déjà lourdement engagées par ailleurs.

Les participations britanniques aux opérations de maintien de la paix de l'ONU ont atteint un niveau historique. A Chypre, un contingent de 450 sur la ligne verte, au Sahara Occidental, nous avons une équipe de 19 observateurs qui ont été retirés à la fin octobre. Nous fournissons 13 personnes à la Monuk pour la surveillance de la frontière Irak/Koweït et jusqu'à récemment 120 personnes pour l'autorité provisoire des nations unies au Cambodge qui sont en trains d'être retirées suite à la réussite de la création d'un gouvernement démocratiquement élu, nous continuons fermement à nous engager dans le soutien à l'Ex-Yugoslavie.

Le plus, nous sommes signataire des accords de défense pentapartite avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie et Singapour. A cette titre, nous nous entraînons avec ces pays. A la demande des gouvernements de Brunei et de Belize nous avons aussi des troupes qui y sont stationnées.

En Europe et en dehors de l'Europe, l'assistance militaire à des gouvernements étrangers, l'aide à l'instruction et l'entraînement ainsi que les conseils y compris, est un moyens appréciable d'aider des pays amis à se constituer une défense propre. Actuellement, un total de 370 personnes sont déployées dans des équipes d'instruction ou détachées dans 30 pays différents. Au Royaume-Uni un nombre important de personnes de l'étranger ou du Commonwealth est instruit; l'année dernière, il y a eu 4200 stagiaires de 72 pays.

Il est nécessaire de dire que nous n'avons pas assez de troupes pour les spécialiser dans chacune des missions. En d'autres termes, les mêmes unités et soldats doivent être capable d'exécuter toute la gamme de missions avec un minimum de «recyclage». C'est pourquoi nous pensons qu'une armée de métier hautement entraînée, bien motivée et équipée des moyens les plus modernes est indispensable si notre armée doit avoir la souplesse nécessaire pour accomplir efficacement son



Grossbritannien verzichtet auf einen Ersatz für das veraltete Flab-Lenkwaffensystem Bloodhound. Der Flab-Schutz soll im Kurz- und Mittelstreckenbereich künftig durch einen Rapiet 2000 (Bild) und im operativen Bereich durch weiter verbesserte Patriot-Systeme gewährleistet werden.

travail. Cette politique a toujours été grandement défendue au cours des 30 dernières années et il en résulte une forte estime publique pour notre armée.

Niveau des forces dans le futur

Notre planification prévoit une réduction de notre armée de 156 000 à 122 000 effectifs vers 1995, soit une réduction de 34 000 hommes. Elle sera obtenue par déflation «naturelle» mais environ 12 000 officiers et soldats devront quitter l'armée volontairement ou par non-renouvellement de contrat.

Nos forces armées étant de métier, l'exécution de ces réductions n'est pas simple à réaliser en particulier si nous devons préserver l'équilibre des tranches d'âge, de l'expérience et des compétences au travers de toute la pyramide des grades. Et il y a évidemment un coût associé à la restructuration – et pas des moindres en raison des indemnités de licenciement – qui devra être

satisfait à une époque où, en termes réels, notre budget de la défense est en diminution.

Cette diminution sera de l'ordre de 16 pour cent pour la période allant de 1990/91 à celle de 1996/97. De nouvelles prévisions récemment annoncés comportent une réduction de 260 millions de livres sur les prévisions antérieures pour 1994/95 et de 520 millions de livres sur celles de 1995/96. La planification budgétaire est maintenant de 23,4 milliards de livres pour 1994/95, de 22,7 milliards de livres pour 1995/96, et de 22,8 milliards de livres pour 1996/97. Les dépenses de défense en 1996/97 seront en diminution de 4,2% par rapport aux prévisions initiales pour 1995/96.

Dans ces conditions, la discussion tourne souvent autour du service national, que nous appelons conscription. Généralement le service national avait semblé bon pour le pays et pour les individus, surtout pour les anciens. C'est pourquoi il n'est pas surprenant qu'il y ait eu pendant des années des débats sur la solution de sagesse – ou

autrement dit, la suppression du service national en 1963, et l'opportunité et la possibilité de réintroduire soit le service national soit une forme adaptée de ce dernier. Ceci constituerait une réforme de la politique bipartisane et beaucoup de facteurs militent contre cette réforme. Socialement les années 60 sont connues pour être les années de lumière, l'ère du «vent du changement» de *Harold Macmillian*, et l'époque où il fallait se délester des engagements de par le monde. Les notions «d'obligation» et «de service» n'étaient des décennies de plein emploi et, une fois le principe d'un salaire correct pour les armées établi et garanti par une commission de révision indépendante, de recrutement satisfaisant dans l'ensemble pour les forces armées. C'est en partie pour ces raisons qu'il n'y a pas eu de possée réelle pour la réintroduction du service national.

Deux autres facteurs ont milité contre le retour à la conscription – un premier, historique et un second pratique.

Le facteur historique est la suspicion profondément enracinée des Britanniques envers les grandes armées permanentes et la fin de la conscription en 1963 a marqué le retour de l'armée à sa place traditionnelle dans la société Britannique.

Le second d'ordre plus pratique à toujours été l'objection des armées elles-mêmes, en particulier l'armée de terre où la majorité des conscrits auraient servi.

■ Il n'y a pas de besoins opérationnel, sur la base des hypothèses actuelles de planification, qui nécessite l'incorporation supplémentaire de 350 000 hommes, ressource potentielle des incorporables masculins.

■ Il serait très coûteux d'équiper et d'instruire un grand nombre de conscrits par an et il faudrait déplacer massivement des fonds et du personnel instruits de la ligne de front vers les organismes d'instruction. A vue de nez, il faudrait une armée de 250 000 à 300 000 hommes pour obtenir un bon coût/efficacité.

■ L'armée de terre britannique ne dispose pas actuellement de l'infrastructure, casernes et terrains d'entraînement, ou des équipements nécessaires.

En résumé, la conscription n'est pas un choix rentable ou peu coûteux au regard des besoins militaires réels du Royaume-Uni.

Finalement, l'armée de terre britannique tire une énorme fierté de l'esprit de volontariat, son professionnalisme et de son efficacité globale. Dans une grande proportion elle trouve dans ses rangs des officiers et des soldats hautement diplômés qui sont volontaires pour y être. Indubitablement, à volume comparable, l'armée de terre britannique est ingalée par quiconque dans l'accomplissement des rôles qui lui sont confiés. L'armée ne veut en aucune manière compromettre cette situation et estime qu'une armée de conscription ne peut atteindre les normes actuelles de compétence et d'exécution.

Les réserves

Les réductions du volume des forces donnent une des plus grandes importance à la capacité du Royaume-Uni à reconstituer des forces si nécessaire et à rétablir le volume des forces dans le cas où une menace majeure venait à apparaître. Les réserves sont une composante clé de cette opération et participent beaucoup à la capacité

globale en fournissant des spécialistes et des logisticiens. Nous étudions actuellement les structures des réserves propres à améliorer leur souplesse d'emploi et la possibilité de présenter un cadre législatif permettant une activation plus adaptée. Les effectifs de l'armée de réserve seront vraisemblablement ramenés de 75 000 à 65 000 hommes.

Un équipement moderne et efficace est essentiel pour les forces plus mobiles et flexibles prévues dans le programme actuel et de vastes programmes sont actuellement en cours de développement pour les trois armées. Notre objectif est une plus forte dotation en matériels modernes et une mise hors de service simultanée d'un certain nombre de vieux systèmes.

L'armée de terre britannique 2000

Je voudrais terminer en abordant nos projets à long terme connus sous le nom très captivant de «Armée de terre britannique 2000». L'idée de départ est ce que nous appelons une armée basée sur l'aptitude.

Ceci semble être rien d'autre que du bon sens mais je peux vous assurer que pour nous cela constitué une approche toute nouvelle de l'architecture des forces. Auparavant notre méthode était de développer une doctrine et de bâtir nos forces pour une opération, précisément une guerre généralisée en région centre de l'OTAN en espérant qu'elles puissent servir dans tous les autres cas qui pourraient se présenter avec des éléments de cette armée réarticulée si nécessaire.

Cette approche nous avait assez bien servi tant qu'aux Falklands en 1982 qu'en Irak en 1991. Avec une plus petite armée nous risquons de perdre cette polyvalence. C'est pourquoi, une approche plus réfléchie est clairement nécessaire.

Les étapes de ce nouveau procédé d'étude sont:

1. Examen de l'éventail des conflits de façon à déduire les actions militaires susceptibles de nous être confiées.

2. Analyse des actions dans deux catégories de conflits qui sont:

■ Une guerre pour la survie nationale – que nous voyons comme une guerre généralisée dans un cadre de l'alliance ou nous aurions de grands délais pour mettre sur pied et préparer nos forces et

■ des besoins à courts délais allant des services protocolaires à Londres aux missions de maintien de la paix

dans un conflit régional sous l'égide d'une alliance ou dans une coalition.

3. Identification des aptitudes pour chacune de ces catégories.

4. Regroupement de ces aptitudes afin d'identifier les aptitudes minimum, ou de base, pour faire face aux actions sous courts délais, et celles qui ne pourront être rétablies pour une raison ou pour une autre même avec des délais convenables, dans le cas d'une guerre de survie nationale.

5. Enfin transformation de ces aptitudes en structures futures de l'armée de terre.

Un de nos procédés pour conduire l'analyse consiste en l'examen des aptitudes de chaque composante. Nous avons séparé l'aptitude générale en huit. Chaque composante représente soit une fonction de combat soit une fonction d'appui et dans l'analyse secondaire ces composantes sont découpées en niveaux auxquels les problèmes du projet s'adressent. En résumé, le processus complet d'analyse du projet armée de terre britannique 2000:

■ Passage en revue des natures de conflit.

■ Répertoire des catégories et des caractéristiques des conflits.

■ Identification des missions militaires à remplir afin d'évaluer les aptitudes requises à partir desquelles le noyau du corps de bataille futur est déduit.

L'un des nombreux avantages de cette approche logique et analytique est la fourniture d'une base rationnelle pour fixer les priorités d'affectation de nos faibles ressources. A la place d'une décision prise autant par force de caractère que par logique par une assemblée de généraux se battant sur les mérites du nouveau char, canon, hélicoptère ou bataillon d'infanterie, nous espérons ainsi au moins connaître les effets sur nos capacités au combat de ces décisions, également, elle devrait nous permettre d'identifier les effets des réductions arbitraire dans nos moyens budgétaire, et donc de débattre avec nos maîtres politiques dans une façon plus convaincant.

Les travaux sont menés à un rythme rapide et nous nous attendons à une conclusion vers la fin de cette année.